conseil de 1871 pour les honoraires des protonotaires des districts de Québec et de Montréal dans les causes enlevées à la Cour de Circuit par le statut de 1870, n'a pas été révoqué.

Plus tard, en 1884, par le statut 47 Vict., ch. 8, sec. 9, pour les districts de Trois-Rivières et de Sherbrooke, et en 1885, par le statut 48 Vict., ch. 14, pour les districts de Beauce, Rimouski et Terrebonne, la législature a transféré les causes appelables de la Cour de Circuit à la juridiction de la Cour Supérieure. Et, enfin, en 1886, par le statut 49-50 Vict., ch. 18, la Cour de Circuit *appelable* (comme on l'appelait généralement) a été abolie au chef-lieu de chaque district judiciaire de la province, en sorte qu'à ce chef-lieu, toutes les demandes mentionnées en l'art. 1054 du Code de Procédure se trouvent être de la juridiction de la Cour Supérieure.

Lorsque la législature a décrété tous ces derniers statuts, elle savait comment, au point de vue des honoraires du protonotaire, le lieutenant-gouverneur en conseil avait considéré l'acte de 1870 amendant l'art. 1054 du C. de Proc. pour les districts de Québec et de Montréal, et ce que les juges de la Cour Supérieure en pensaient pour les honoraires des avocats. Cependant la législature rend cet acte de 1870 applicable aux chef-lieux de tous les districts, sans dire un mot des honoraires des protonotaires et des avocats. Elle laisse, comme en 1870, au lieutenant-gouverneur en conseil et aux juges le soin de considérer l'opportunité d'appliquer aux autres districts l'ordre en conseil de 1871, et l'ordre des juges de 1870. Mais cette fois-ci le lieutenant-gouverneur en conseil et les juges ont gardé le silence; et c'est avec raison que les protonotaires (dans les districts autres que ceux de Québec et de Montréal) chargent sur les nouvelles causes mises de la juridiction de la Cour Supérieure l'honoraire qui leur est accordé par le tarif des protonotaires,* et c'est avec raison que les avocats

* Depuis que ce jugement a été rendu, le lieutenant-gouverneur en conseil a passé l'ordre suivant :

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF,
Québec, 9 mars 1888.

Présent :—LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL.

Attendu que par les Actes 34 Vict., chap. 4,—47 Vict., chap. 8,—48 Vict., chap. 23 et 49-50 Vict., chap. 18, qui

reclament l'honoraire du tarif de la Cour Supérieure, puisqu'ils sont alors "*practising* " *in the Superior Court,*" et que l'ordre des juges de 1870 modifiant le tarif de 1868 n'a pas été promulgué dans ces districts.

En 1886, par l'acte 49-50 Vict., intitulé : "Acte concernant le Barreau de la province " *de Québec,*" sec. 96, la législature a enlevé aux juges le pouvoir de faire et modifier les tarifs des honoraires des avocats, en décrétant comme suit :

"96. Le conseil général (du Barreau de la " province) peut, de temps à autre, faire des " tarifs d'honoraires pour les avocats prati- " quant devant toute Cour de justice en cette " province. Ces tarifs sont transmis au juge- " en-chef de la Cour du Banc de la Reine et " à celui de la Cour Supérieure pour être ap- " prouvés par eux; et ils n'entrent en vigueur " qu'avec l'approbation du lieutenant-gouver- " neur en conseil."

Eh ! bien, le conseil général du Barreau n'a encore rien fait d'officiel, sur le sujet qui nous occupe, qui ait pu recevoir l'approbation du juge-en-chef et du lieutenant-gouverneur.

D'Auteuil, pour le demandeur.

Angers, pour le défendeur.

amendent l'article 1054 du Code de Procédure Civile, les demandes au-dessus de cent piastres au chef-lieu de chaque district judiciaire de la province, ont été enlevées de la juridiction de la Cour de Circuit et transférées à la Cour Supérieure, et attendu que, par suite des dispositions statutaires ci-dessus, le tarif des honoraires des protonotaires de la Cour Supérieure sur les procédures faites sur les dites demandes, et les taxes ou droits payables sur les dites procédures, en vertu des ordres en conseil maintenant en vigueur, sont devenus applicables aux demandes susdites, et qu'il est à propos de modifier le tarif et les ordres en conseil susdits, de manière de ne pas augmenter les frais dans ces affaires.

IL EST ORDONNÉ, que le tarif d'honoraires fait et promulgué par ordre en conseil du 20 janvier, 1879, pour les cas et demandes susceptibles d'appel, ci-devant sous la juridiction de la Cour de Circuit, soit à l'avenir le tarif d'honoraires payables aux protonotaires de la Cour Supérieure, sur les demandes transférées comme susdit à la juridiction de la Cour Supérieure, au chef-lieu de tout district judiciaire de la province, et que les droits ou taxes payables en vertu d'ordres en conseil maintenant en vigueur, sur les procédures dans les dites demandes susceptibles d'appel, ci-devant sous la juridiction de la Cour de Circuit, soient à l'avenir les droits et taxes payables sur les dites procédures dans la Cour Supérieure, au chef-lieu de chaque district judiciaire de la province.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.